

[Texte]

• 0910

In addition to that we have tried to play ball with the government on restraint. We have been very serious about it, and we have made a voluntary annual contribution now of \$2.4 million a year out of our budget since 1985-86. The impacts of that are that our contracting budget is going down.

We have a tradition of using the private sector considerably. Two years ago we used about 79,000 hours; next year we can only buy 50,000 hours. We simply do not have the money to direct in that direction.

That is not so serious as the question of erosion of value-for-money auditing. I am most concerned about that. My view is that we should be putting in about as many hours into value-for-money auditing as we are for attest auditing.

Our first responsibility though in law is to do the attest work and the value-for-money work. It really becomes discretionary. So out of the money we get, we do our attest work, giving opinions on financial statements and some compliance work. That comes first. The rest of the money is left to do value-for-money auditing and administer the office. That part, I think, is in danger of slippage. The hours on value-for-money auditing, we start off with plans that are a little more optimistic than our achievements. But we are slipping.

I think you Members of Parliament get the real value out of the value-for-money auditing. That is the annual report. You are not so worried, I do not believe, about the attest auditing unless there is a problem. We do all kinds of attest audits across the government and Crown corporations, with the exception of Parliament. You should feel some comfort in those.

However, the value-for-money one is the one this committee has traditionally looked at, and the proportion of hours spent on it is slipping. I would like to rebalance it. I have tried to hit 50:50. I think we got up to 46% one year, but we are slipping, and I am concerned about that.

Another thing is training is getting into jeopardy. We have a good training program. We have looked at our whole organization to determine whether we are properly training our people in comparison with the private sector and other professions. We believe there is a significant job

[Traduction]

En plus, nous avons essayé de collaborer avec le gouvernement dans son programme de modération des dépenses. Nous avons pris la chose très au sérieux, et nous avons consenti une contribution annuelle volontaire de 2,4 millions de dollars par année à même notre budget depuis 1985-1986, avec pour conséquence que notre budget d'impartition rétrécit sans cesse.

Nous avons toujours fait largement appel au secteur privé. Il y a deux ans, nous avons retenu à contrat 79,000 heures de travail; l'année prochaine, nous ne pourrions retenir que pour 50,000 heures de services. Nous ne disposons tout simplement plus d'argent pour cela.

Il y a plus grave encore: la part de plus en plus petite que représente la vérification de l'optimisation des ressources. C'est ce qui m'inquiète le plus. À mon avis, nous devrions consacrer autant d'heures à la vérification de l'optimisation des ressources qu'à la vérification d'attestation.

Aux termes de la loi, notre mission première est de réaliser les vérifications d'attestation, après quoi nous passons à l'autre type. Cela devient discrétionnaire. À même les crédits que nous recevons, donc, nous effectuons les vérifications d'attestation, nous nous prononçons sur les états financiers et nous réalisons un certain nombre de travaux concernant le respect des autorisations parlementaires. Telle est la priorité. Le reste des crédits va à la vérification de l'optimisation des ressources et à l'administration. C'est là, je crains, que nous risquons de perdre du terrain. Quand nous projetons les heures que nous allons consacrer à la vérification de l'optimisation des ressources, nos prévisions sont toujours un peu plus optimistes que nos réalisations. Le fait est que nous perdons du terrain.

Là où les députés en ont vraiment pour leur argent, c'est dans les vérifications de l'optimisation des ressources. C'est ce qui constitue le rapport annuel. Je n'ai pas l'impression, par contre, que vous accordez beaucoup d'attention à la vérification d'attestation, à moins qu'il n'y ait un problème. Nous réalisons toutes sortes de vérifications d'attestation à la grandeur de l'administration et dans les sociétés d'État, à l'exception du Parlement. Cela devrait vous rassurer.

Par contre, de tout temps, le Comité s'est surtout penché sur les vérifications d'optimisation et, proportionnellement, il y a diminution constante du nombre d'heures qui y est consacré. J'aimerais rétablir l'équilibre. Je vise moitié-moitié. Je pense que nous avons atteint 46 p. 100 une année, mais c'est en train de baisser, et cela me préoccupe.

L'autre chose qui est menacée, c'est la formation. Notre programme de formation est bon. Nous avons comparé comment nous formons nos gens à ce qui se fait dans le secteur privé et dans d'autres professions. Selon nous, il y a beaucoup de travail à faire, et pour cela, il faudra des